



## Économie solidaire & Commerce équitable:

une façon de sensibiliser les citoyens  
de l'Union européenne au développement  
durable et à la solidarité Nord-Sud

L'économie solidaire est une autre façon de considérer et de pratiquer l'économie, en remplaçant l'être humain, plutôt que le profit financier, au centre des préoccupations. Il s'agit souvent d'initiatives de citoyens-consomm'acteurs revendiquant une attitude responsable en matière de consommation, d'épargne, d'investissement et d'échanges. Elle constitue un puissant outil d'habilitation et de transformation sociale, en défendant le principe d'une économie responsable s'appuyant sur des normes éthiques, dans une perspective de développement durable.

La société civile des États membres de l'UE a développé une série d'initiatives permettant de sensibiliser les citoyens européens aux besoins des pays émergents et de soutenir le développement des économies locales du Sud. Une variété d'initiatives en matière d'économie solidaire, démontrant les répercussions des transactions sur les partenaires du Sud, contribue à la prise de conscience d'une nécessaire solidarité Nord-Sud. L'engagement individuel, à travers une démarche de consommation responsable, renforce et complète ces initiatives.

Ci-dessous, nous examinerons une sélection d'initiatives de l'économie solidaire à travers les **finances solidaires, les monnaies complémentaires, le tourisme responsable et le commerce équitable.**

# Principales initiatives

## Finances solidaires

### Justification d'un système de finances solidaires

Les finances solidaires s'efforcent d'assurer que le financement des activités économiques contribue positivement à la société, à l'environnement et au territoire, créant une économie plus durable et socialement plus juste. Elles visent à élargir les possibilités de crédits et autres services financiers aux initiatives socio-économiques exclues des systèmes financiers traditionnels, en considérant les facteurs aussi bien humains qu'économiques.

En conséquence, ces pratiques peuvent contribuer efficacement au huitième objectif du millénaire, visant à promouvoir un partenariat global pour le développement. En particulier, ces initiatives se sont avérées utiles pour promouvoir des systèmes commerciaux et financiers ouverts et pour offrir un travail productif et respectable aux jeunes générations.

### Epargne éthique et solidaire

Le principe de l'épargne solidaire est simple : un citoyen choisit par l'intermédiaire de sa banque ou d'une institution financière spécialisée, un produit labellisé de finances solidaires. Une partie de la somme investie et/ou une partie du revenu réalisé grâce aux intérêts, sont alors investies dans des projets de solidarité : projets novateurs avec des objectifs sociaux tels que le commerce équitable, les énergies renouvelables, l'agriculture biologique, la construction écologique, la création de micro-entreprises - notamment pour les chômeurs, la production d'activités économiques dans des secteurs socialement sinistrés, le logement social, la **coopération Nord-Sud**.

### *Finansol,*

## Finansol, un réseau français de système de finances solidaires

Le label *Finansol* constitue une référence en France. Il permet aux épargnants français, grâce aux critères qu'il véhicule, de distinguer un placement social et solidaire d'un placement classique. Il assure la transparence, l'éthique et la nature solidaire du produit financier.

Entre 1997 et 2004, le nombre de produits labellisés est passé de 7 à 38 et le nombre d'épargnants a été multiplié par trois, illustrant la popularité de ce label. En 2001, près de 116.000 citoyens avaient fait le choix de l'épargne solidaire, investissant 536 millions d'euros dans des produits financiers certifiés, qui, chaque année, ont permis de financer 8.500 micro-sociétés et 13.000 emplois, de loger 2.530 familles en difficulté et de libérer 600.000 micro-crédits dans 45 pays du tiers-monde.

Le fonds de partage "Faim et Développement", proposé par le Crédit Coopératif, est un exemple de produit financier certifié par Finansol. Les détenteurs de ce produit donnent une partie de leurs intérêts à des associations actives dans le secteur de la solidarité Nord-Sud.

Performance financière : pour 2004, 1.99

Avantages fiscaux : réduction d'impôt sur la part des intérêts donnés à hauteur de 60 % dans la limite de 20 % du revenu imposable.

# Principales initiatives

## Monnaies complémentaires

Le terme « monnaies complémentaires » se rapporte aux diverses méthodes d'échange (troc, systèmes d'échanges locaux - SEL, monnaie sociale, banques du temps, associations de crédit, etc.) qui se sont développées parallèlement aux monnaies nationales pour faire face à la pénurie ou à l'absence d'argent.

### Du Nord au Sud

Pendant les années 1990 se sont développés des systèmes d'échanges locaux à travers l'Amérique du Nord, l'Europe et le Japon. Aujourd'hui, il existe environ 4.000 communautés utilisant leur propre monnaie complémentaire.

De nombreux pays dans l'hémisphère sud (Mexique, Sénégal, Argentine, Brésil, Indonésie, Thaïlande, etc.) ont également commencé à employer des systèmes d'échanges locaux qui combinent des moyens modernes avec un savoir-faire traditionnel pour développer ce que certains décrivent comme une « nouvelle économie traditionnelle ».

### Banques de temps : qu'est-ce qu'une monnaie basée sur le temps ?

Les systèmes d'échange locaux existent dans la plupart des pays du Nord (SEL en France, tauschringe en Allemagne, Banca del tempo en Italie, Time banks au Royaume-Uni, etc.). Le principe de base est de payer un service fourni par des unités de temps de travail : une unité égale habituellement une minute (1 h = 60 unités).

Cette forme d'échange social - qui se base sur une demande assortie par une offre appropriée - est tout aussi arbitraire que notre système actuel de rareté artificielle - où toute unité de mesure est basée sur un accord ou une croyance tacite. Les unités peuvent être employées pour attribuer une valeur ou pour mémoriser tout échange de façon à reporter dans le temps et au sein de la communauté la réciprocité de l'échange. Le destinataire débite son compte tandis que l'autre compte est crédité de la même quantité. L'information est centralisée (catalogue des offres et des demandes, comptes de chaque participant) et une certaine transparence

permet l'autorégulation. Ce système est donc toujours disponible et abondant, puisque des unités peuvent être créées dans une transaction. Actuellement, ce système est employé la plupart du temps pour l'échange de savoirs, de services, d'objets d'occasion et pour le prêt d'objets spécifiques. Des unités d'échange sont donc employées pour le système du temps partagé et pour le recyclage, contribuant ainsi à une diminution de la consommation individuelle.

### Système monétaire complémentaire

Ce système est basé sur des outils de substitution à l'argent, tels les chèques-repas, qui sont cautionnés par la monnaie officielle. Dans certains cas, le produit de substitution peut être reconverti en argent officiel (avec une commission éventuelle pour rémunérer le système) ; dans d'autres, il n'est pas convertible et doit donc être dépensé au sein de la communauté. On peut se demander quelle est la véritable utilité d'une telle monnaie, pourquoi employer un produit de substitution qui a la même valeur que la devise officielle au lieu de la devise officielle elle-même ?

En fait, les avantages sont nombreux : la richesse produite demeure dans la communauté locale ou dans le cercle qui l'utilise. Elle ne peut pas profiter aux sociétés multinationales qui produisent parfois des produits bon marché avec des effets secondaires sociaux ou écologiques négatifs. Habituellement, l'utilisation de la devise est guidée par des critères moraux et environnementaux, accroissant ainsi le sens de la responsabilité sociale au niveau des participants. À l'avenir, des monnaies pourraient également être employées comme véhicules d'information sur le développement et le commerce équitable au niveau local, de sorte qu'au plan politique les citoyens prennent conscience des conséquences de leurs modèles de consommation.

L'utilisation d'un tel système monétaire pourrait augmenter l'activité économique locale ou sectorielle et stimuler le développement local. Son impact est également facilement mesurable grâce à des indicateurs simples. De telles devises peuvent également contribuer au développement du commerce équitable Nord-Sud (voir l'expérience de Fortaleza).

## Le projet de Fortaleza au Brésil

Construire une école avec de l'argent émanant d'un bailleur de fonds ? Cela ressemble à un projet de développement conventionnel, n'est-ce pas ? Le problème avec les projets de développement conventionnels, c'est qu'une école sera construite en utilisant du travail, des marchandises et des services provenant de l'extérieur de la communauté - n'introduisant ainsi aucune valeur additionnelle au sein de la communauté locale. Le projet de Fomento Fortaleza à Conjunto Palmeira au Brésil est réalisé par une association entre l'ONG hollandaise STROhalm et l'organisme de crédit brésilien Banco Palmas. Conjunto Palmeira est un quartier dans la périphérie de Fortaleza, située dans une des banlieues les plus pauvres de la ville.

Le projet était de construire une école avec de l'argent donné par une ONG hollandaise, ICCO. Cependant, l'idée était de faire un **triple-emploi du placement** et de faire circuler autant que possible **au sein de la communauté** l'argent donné. Comment est-ce possible ? En bref, l'école a dû être construite en utilisant autant de capacités locales que possible. On a employé une monnaie locale, appelée Palmas, pour payer une entreprise de construction. Ceci a créé des emplois locaux, et lorsque l'entreprise de construction a voulu utiliser ses Palmas, elle a été obligée d'acheter des matériaux et des services locaux. Avec l'argent « économisé », des micro-crédits ont pu être donnés par Banco Palmas aux entrepreneurs de Conjunto Palmeira pour démarrer ou agrandir leurs entreprises. Finalement, à partir du même montant de dons, on a pu réaliser l'équation suivante: un bâtiment scolaire + emplois supplémentaires + utilisation de marchandises locales + micro-crédits = projet de développement + stimulation de l'économie locale. N'est-ce pas là une manière beaucoup plus efficace de faire fructifier l'argent donné par le Nord aux pays du Sud ?

# Principales initiatives

## Le tourisme durable

Plus un pays est pauvre, moins le tourisme lui profite et plus il risque de déstructurer son écosystème et son organisation sociale. En effet, les économies peu diversifiées du Sud importent la plus grande partie des biens et services utilisés (y compris parfois le personnel) avec pour conséquence, qu'une grande partie des bénéfices retourne au Nord. Le tourisme peut aussi contribuer à la dégradation écologique des sites, les rendant plus vulnérables en cas de catastrophes naturelles ( cf. l'analyse des dégâts causés par le Tsunami en Asie du Sud-Est).

Pour ces raisons, de nombreuses initiatives de tourisme responsable se sont développées selon différentes stratégies.

### Tourisme solidaire et équitable

Lorsque le projet touristique s'associe à un programme de développement local, co-géré par les populations locales. Le produit touristique est proposé à un juste prix pour la partie qui revient aux populations d'accueil (sur le modèle du commerce équitable) et/ou une partie du prix finance un projet local.

### Tourisme responsable et éthique

Propose de développer des actions correctives de développement durable (socialement et écologiquement plus respectueuses) au sein des acteurs traditionnels du tourisme.

### Ecotourisme

Cherche à réduire les retombées négatives du tourisme sur l'environnement socioculturel et naturel, par l'observation respectueuse des milieux visités et l'échange interculturel.

## *Le village d'Aheme, au Bénin*

*L'association pour le développement de la région de Possotome, au Bénin, a développé une infrastructure touristique qui offre des logements dans un hôtel trois étoiles, des excursions et une introduction à la culture locale. Elle travaille en partenariat avec l'association française Voyage, développement et solidarité.*

Le revenu provenant de cette activité finance une exploitation agricole qui alimente non seulement l'hôtel mais aussi un centre de nutrition pour les enfants et des écoles de la région.

Cette forme de tourisme solidaire génère de nouvelles possibilités de développement et de services sociaux pour les populations locales.

## Principes

Toutes ces démarches sont principalement centrées sur :

- une forme de tourisme plus consciente et respectueuse des réalités culturelles, sociales et économiques de ses hôtes, une réflexion sur les conséquences du tourisme,
- la participation à un développement local et durable par redistribution financière ou/et participation/coopération directe. Les projets soutenus sont créés et pilotés par les populations d'accueil et favorisent leurs intérêts et leur autonomie.
- l'écoute et l'échange réciproques pour un enrichissement mutuel entre touristes et population d'accueil (et pour développer une vision plus juste des réalités de terrain)
- La préservation du patrimoine naturel et culturel (gestion des flux de visiteurs par site, gestion des déchets, sensibilisation des voyageurs au respect des écosystèmes et populations, etc.)

# Principales initiatives

## Commerce équitable

Le commerce équitable est un partenariat de commerce, basé sur le dialogue, la transparence et le respect. Il recherche une plus grande équité dans le commerce international et contribue au développement durable en offrant de meilleures conditions et en garantissant les droits des petits producteurs et travailleurs - surtout au sud. Les organisations de commerce équitable (soutenues par les consommateurs) soutiennent activement les producteurs, sensibilisent à la nécessité de changer les règles et les pratiques du commerce international.

L'essence du commerce équitable consiste à :

- délibérément travailler avec les producteurs et les travailleurs marginalisés afin de les aider à passer d'une position de vulnérabilité à la sécurité et l'autosuffisance économique ;
- actualiser ces producteurs comme parties prenantes de leurs propres organisations ;
- renforcer leurs rôles sur la scène globale pour réaliser une plus grande équité dans le commerce international.

## Les principaux acteurs du commerce équitable

Des producteurs aux consommateurs, il y a cinq acteurs principaux dans le commerce équitable :

**Producteurs :** Producteurs démocratiquement organisés et producteurs au sein d'entreprises engagées dans une démarche de responsabilité sociale

**Importateurs :** Les organisations importatrices achètent des produits alimentaires et d'artisanat aux producteurs du Sud. Leur action se concentre sur de meilleures conditions de commercialisation : amélioration de l'accès au marché et renforcement des organisations des producteurs. En Europe, ils vendent leurs produits dans les Magasins du monde, des groupes locaux, par vente en gros ou vente par correspondance. Avec les ventes des produits équitables, les organisations importatrices sensibilisent les consommateurs et soutiennent des campagnes pour le changement des règles et des pratiques du commerce international.

**Les labels du commerce équitable** visent à élargir le marché pour les produits couramment vendus, en permettant l'accès à ces produits par la grande distribution (supermarchés, etc.) et en donnant aux consommateurs une garantie indépendante sur les normes utilisées. A l'heure actuelle, il existe des labels sur les produits suivants : café, cacao, thé, miel, sucre, jus d'orange et bananes.

**Magasins du Monde :** Les magasins du Monde vendent les produits équitables. Ils co-organisent, avec d'autres importateurs du commerce équitable, des campagnes communes visant à promouvoir cette forme de commerce et à changer les règles et pratiques du commerce dominant. Ils coopèrent avec des entreprises en les invitant à adopter une démarche équitable : par exemple, en proposant un certain nombre de produits certifiés dans leur propre circuit commercial ou en usage interne.

## Les critères du commerce équitable

Le commerce équitable implique le respect des critères suivants :

- **Un prix équitable** est assuré au producteur. Le salaire viable couvre également le coût de production.
- **Une coopération à long terme**, permettant à des producteurs de financer le développement de leurs communautés.
- **De bonnes conditions de travail** avec les procédures appropriées de santé et de sécurité pour tous les travailleurs.
- **Des processus démocratiques de travail** définissant l'organisation des coopératives et des associations créées par les producteurs et travailleurs.
- **Le respect des droits de l'Homme**, surtout ceux des femmes, enfants et handicapés.
- **Une production écologique.**

# Réseaux

## Réseaux européens

### FINANCES SOLIDAIRES

**FEBEA** : fédération européenne de finances et de banques éthiques et alternatives

**INAISE** : (Association Internationale des Investisseurs dans l'Économie sociale) est un réseau international d'organismes ayant pour objectif le financement de projets sociaux et environnementaux, avec un volet Nord-Sud : commerce équitable ; programmes de micro crédit associé à du conseil et de la formation à la gestion de petites entreprises ; artisanat, exploitations agricoles et entreprises industrielles à petite échelle.

**Le RESEAU FINANCEMENT ALTERNATIF** animant le réseau belge d'associations membres, réparties en 6 secteurs d'activité : Economie sociale, Environnement, Lutte contre l'exclusion, Paix et Droits de l'Homme, Education et formation, Relations Nord/Sud. Entre autres, il analyse les critères de notations sociales et environnementales des entreprises qui reçoivent les produits financiers et édite un guide de promotion des finances solidaires.

\* \* \*

*Ce document de travail a été rédigé dans le cadre d'un projet bénéficiant du soutien financier de la DG Développement de la Commission européenne. Il constitue une base de discussion, comme contribution à la Conférence européenne pour la sensibilisation à la solidarité mondiale Nord-Sud, tenue à Bruxelles les 19 et 20 mai 2005.*

*Les vues exprimées dans ce document ne reflètent pas nécessairement l'opinion des organisateurs de la conférence.*

\* \* \*

### FAIR TRADE

Over the last fifteen years the fair trade movement has been increasingly harmonising and coordinating its activities in several fields via the creation of four main networks. These networks are:

**Fair trade Labelling Organisation International (FLO-I)**: FLO est l'organisme mondial de certification de norme du commerce équitable. Il permet à plus de 800.000 producteurs, ouvriers et leurs proches de tirer bénéfice du commerce équitable dans 50 pays. FLO garantit que les produits vendus n'importe où dans le monde avec l'étiquette 'commerce équitable' au titre d'une initiative nationale sont conformes aux critères du commerce équitable.

**International Federation for International Trade (IFAT)**: L'IFAT est l'association internationale de commerce équitable, le réseau mondial des organisations de commerce équitable (FTOs). Plus de 270 FTOs dans 60 pays forment ce réseau. Environ 65% de ses membres sont basés dans le Sud (c'est-à-dire : L'Asie, le Moyen-Orient, l'Afrique et l'Amérique du Sud), le reste venant d'Amérique du Nord et du pourtour du Pacifique ainsi que de l'Europe. La mission d'IFAT est d'améliorer les ressources et le bien-être des producteurs défavorisés, d'une part, en mettant en relation et en faisant la promotion d'organisations de commerce équitable et, d'autre part, en revendiquant publiquement un commerce mondial plus juste.

**Network of European World Shops (NEWS!)**: NEWS! est le réseau de 15 associations nationales de magasins du monde dans 13 pays différents partout en Europe. Par ses membres (associations nationales), NEWS! représente près de 2.500 magasins du monde et 100.000 volontaires travaillant dans ces magasins.

**European Fair Trade Association (EFTA)**: Depuis 1996, ce réseau de 12 principaux importateurs européens du commerce équitable se réunit dans un groupe de travail informel appelé FINE, considérant que le commerce équitable, de dimension mondiale, bénéficierait d'une plus étroite coopération et collaboration. Le but de FINE est d'harmoniser les essentiels critères et directives, ainsi que les stratégies de communication, de concevoir un système de surveillance avec une claire répartition des tâches, de renforcer le travail de recommandation et de campagne envers les décideurs commerciaux et politiques.

# Contacts

## Studio Globo - Bruxelles

Otletstraat, 28/11 - B-1070 Bruxelles  
tél.: +32-2-520 23 30 - fax: +32-2-520 91 11  
brussel@studioglobo.be - www.studioglobo.be

## Annoncer la Couleur (coordination)

Coopération Technique belge SA  
Rue Haute, 147 - B-1000 Bruxelles  
tél.: +32-2-505 18 22 - fax: +32-2-505 18 21  
annoncerlacouleur@btcctb.org  
kleurbekennen@btcctb.org  
www.annoncerlacouleur.be  
www.kleurbekennen.be

## Oxfam Solidarité

Rue des Quatre Vents, 60 - B-1080 Bruxelles  
tél.: +32-2-501 67 00 - fax: +32-2-511 89 19  
oxfamsol@oxfamsol.be - www.oxfamsol.be

## Pour davantage d'information :

### ACODEV

Fédération des ONGD francophones  
et germanophones  
Bld Léopold II n° 184 D - B-1080 Bruxelles  
tél.: +32 2-2198855 - fax: +32 2-2179963  
info@acodev.be - www.acodev.be

### COPROGRAM

Fédération des ONGD flamandes  
Vlasfabriekstraat 11 - B-1060 Bruxelles  
tél.: +32-2-5361927 - fax: +32-2-5341438  
info@coprogram.be - www.coprogram.be

# Webliographie

## Economie solidaire

<http://www.alliance21.org/>  
<http://www.socioeco.org/>  
<http://www.reseau21.org/>

## Finances solidaires

<http://www.reseau-alterfinance.org/>  
<http://www.finansol.org/>  
<http://www.inaise.org/>  
<http://www.charitybank.org/>

## Agence de notation des entreprises et conseil en placements éthiques

<http://www.ethibel.org/>  
<http://www.eiris.org/>  
<http://www.storebrand.com/>

## Responsabilité sociale des entreprises

<http://www.novethic.fr/>

## Monnaies sociales et locales

<http://www.appropriate-economics.org/>  
<http://www.strohalm.org/>  
<http://www.timedollar.org/>  
<http://www.wir.ch/>  
<http://www.chiemgauer.infos/>  
<http://www.selidaire.org/>  
<http://www.monnetta.org/>  
<http://www.complementarycurrency.org/>

## Tourisme responsable et solidaire

<http://www.tourisme-responsible.org/>  
<http://www.eco-label-tourism.com/>

## Commerce équitable

### FLO-I

Fair trade Labelling Organisation International  
<http://www.fairtrade.net/>

### IFAT

International Federation for International Trade  
<http://www.ifat.org/>

### NEWS!

Network of European World Shops  
<http://www.worldshops.org/>

### EFTA

European Fair Trade Association  
<http://www.eftafairtrade.org/>

### Commerce équitable en Belgique

<http://www.commerce-equitable.be/>  
<http://www.fairtrade.be/>  
<http://www.madeindignity.be/>  
<http://www.maxhavelaar.net/>  
<http://www.oww.be/>

## DANS LES NOUVEAUX ETATS MEMBRES

Czech Republic Society for Fair Trade and  
Development Education  
<http://www.fairtrade.cz/>

### FAIRTRADE Slovakia

<http://www.fairtrade.sk/>

### The Polish Fair Trade Association:

<http://www.sprawiedliwyhandel.pl/>

### The Maltese Fair trade Cooperative:

<http://www.maltaforum.org/kkg/faq.htm>

